

Le Tibet, la démocratie et les droits fondamentaux

samedi 26 avril 2008, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2008).

Les réactions suscitées par la révolte des Tibétains offrent un spectacle qui pourrait prêter à bien des sarcasmes s'il ne s'agissait de questions aussi graves.

Je suis de ceux qui pensent que le droit à l'insurrection contre l'injustice et l'oppression est un droit fondamental. Il était d'ailleurs inscrit dans la Constitution de la I^{re} République française. Il a été réduit, dans le droit international, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est mieux que rien.

A partir de ce principe, force est de constater à la fois son application facultative et les réactions contradictoires qu'il suscite.

Il y a ceux qui dénoncent les Tibétains.

Je suis étonné de lire sous la plume de gens qui se disent appartenir à la gauche radicale le rappel du caractère féodal de la société tibétaine avant que la République Populaire de Chine en prenne le contrôle. Personne ne conteste cela. Mais comment un tel rappel historique peut-il justifier qu'on refuse aujourd'hui à ce peuple le droit d'être respecté dans sa spécificité culturelle et religieuse ? Et de s'insurger contre ce qu'il ressent, lui, comme une oppression ? Au motif qu'avant 1789 la France était une société féodale où régnait le servage devrait-on se priver de critiquer la République qui l'a abolie ?

On lit même que l'écho donné aux revendications tibétaines ne serait que le résultat d'une formidable manipulation des services secrets américains et que tout ce tapage ne serait que le fruit de la propagande impérialiste des USA. Cela me rappelle ce que disaient certains intellectuels de gauche en réponse aux informations qui parvenaient sur la barbarie des Khmers rouges. Eux aussi niaient la réalité des crimes contre l'humanité commis au Cambodge au motif que tout cela était le « produit de la propagande impérialiste ».

On vit décidément un monde qui a perdu ses repères. Voici donc des gens de la gauche radicale venir au secours des capitalistes occidentaux toujours soucieux de ménager les régimes qui leur garantissent la stabilité. Quel qu'en soit le prix. Les marxistes appelleraient ça une « alliance objective » entre intellectuels dénonçant l'agitation tibétaine et firmes multinationales soucieuses de bénéficier du marché chinois pour investir, c'est-à-dire très souvent délocaliser leurs activités devenues à leurs yeux moins rentables dans les pays qui pratiquent encore quelques restes de l'Etat providence.

Il y a ceux qui défendent les Tibétains.

Je suis enclin à me ranger à leurs côtés comme aux côtés de celles et ceux qui défendent les droits fondamentaux sous toutes les latitudes et quels que soient les régimes et les situations. Je rappelle que la Chine est un pays où il n'y a pas de liberté politique, pas de liberté syndicale, pas de liberté d'expression, pas de liberté de la presse, pas de liberté religieuse.

Même s'il faut prendre en compte, quand elle existe, la volonté d'avancer, de progresser vers le respect de ces libertés. Mon expérience personnelle au Cambodge m'a appris que la démocratie, cela ne se décrète pas et qu'il ne suffit pas d'organiser des élections pour instaurer l'égalité de tous devant la loi. Il y a une phase d'évolution qu'il faut accepter si, et seulement si, la volonté d'évoluer est manifeste. Surtout dans des pays qui ne s'inscrivent pas dans un processus séculaire d'avancée vers l'Etat de droit et n'ont jamais connu un début de démocratie.

La Chine évolue certes, mais les manquements aux libertés citées plus haut sont tels qu'elle ne peut bénéficier d'aucune complaisance de notre part.

Cela étant, me ranger aux côtés de ceux qui réclament les droits humains en Chine et au Tibet en particulier me force à côtoyer de biens étranges partenaires. Au point de me demander s'ils sont tous d'authentiques défenseurs des droits fondamentaux et des libertés essentielles.

Quand j'observe des socialistes réclamer les droits humains au Tibet, eux qui ne disent jamais un mot des violations massives des mêmes droits humains dont sont victimes les Palestiniens, eux qui restent muets devant les crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée israélienne au Liban, quand je vois des gens de droite exiger, aujourd'hui - pas hier, quand leur président se rendait en Chine - le respect des droits humains qu'ils se sont bien gardés de réclamer des Etats-Unis qui, par exemple, pratiquent la torture à Guantanamo, je me dis que cette exigence à la carte des droits humains fondamentaux a quelque chose d'hypocrite.

On ne peut instrumentaliser l'aspiration légitime de tout être humain à la liberté et à la justice. On ne peut l'invoquer uniquement quand cela arrange les partis pris, quand cela aide les combines partisans, selon qu'on est au pouvoir ou dans l'opposition. Chacun sait que M. Ayrault la bouclerait si le PS était au gouvernement et que M. Kouchner serait au premier rang (bien évidemment) des manifestants s'il n'était pas au gouvernement.

La lucidité, décidément, s'impose.